



Rome et la frontière hispanique à l'époque républicaine (IIe-Ier s. av. J.-C.)

François Cadiou, Pierre Moret

► To cite this version:

François Cadiou, Pierre Moret. Rome et la frontière hispanique à l'époque républicaine (IIe-Ier s. av. J.-C.). 2004. hal-00413651

HAL Id: hal-00413651

<https://hal.science/hal-00413651>

Preprint submitted on 4 Sep 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ROME ET LA FRONTIÈRE HISPANIQUE À L'ÉPOQUE RÉPUBLICAINE (II^E-I^{ER} S. AV. J.-C.)

François CADIOU (Université de Bordeaux, UMR 5607 Ausonius) et Pierre MORET (CNRS, UMR 5608 Traces – Université de Toulouse)

Les deux derniers siècles avant notre ère marquent pour Rome le moment où, dans le contexte de la formation d'un vaste empire méditerranéen, se redéfinit le rapport entre un centre (Rome et l'Italie) et une périphérie (les territoires provinciaux et leurs marges barbares). Les Romains conquièrent-ils ces marges, où circulaient et parfois stationnaient leurs armées, comme une frontière ? Associèrent-ils à ces espaces des risques spécifiques ? C'est à ces questions que nous allons tenter de répondre, en analysant le cas de l'Hispanie, région où la conquête progressa lentement vers le nord et l'ouest pendant toute la durée de l'époque républicaine.

Il est tout d'abord nécessaire de clarifier la conception romaine de la frontière : à la frontière d'Empire susceptible d'être militairement défendue, on verra qu'il faut préférer la conception plus politique et administrative de la frontière provinciale ; par conséquent, il s'agira ensuite de s'interroger sur la notion même de risque frontalier, telle qu'elle apparaît aux yeux du pouvoir romain ; ceci nous conduira dans un dernier point à montrer que les enjeux de la frontière et du risque se situent en réalité à une échelle inférieure, celle des communautés et des individus.

1. Frontière d'Empire ou frontières provinciales ?

On ne peut guère douter que la péninsule Ibérique ait d'abord été associée par les Romains à l'image d'une frontière. L'intérêt du Sénat pour cette partie de l'Occident fut surtout motivé à l'origine par la menace carthaginoise dans le sud de la péninsule. En 226 av. J.-C.¹, un traité fixant les aires d'influence respectives de Rome et de Carthage dans le bassin occidental de la Méditerranée défendit aux Carthaginois de franchir l'Èbre en armes². Sans entrer ici dans la question inextricable des causes et des responsabilités du déclenchement de la seconde guerre punique³, on retiendra qu'aux yeux des dirigeants politiques romains du III^e siècle, la limite entre les deux hégémonies se trouvait en Hispanie⁴, et qu'elle était officiellement matérialisée par un fleuve dont le franchissement constituait un *casus belli*. Mais il est également important de noter que cette frontière politique et diplomatique n'avait pas de dimension territoriale, puisque Tite-Live affirme que Rome, avant 218, n'avait développé aucune présence effective – ni militaire, ni coloniale – dans le nord-est de la péninsule⁵, ce que confirme l'archéologie. De même, on peut légitimement penser que les régions passées sous

* Les auteurs remercient M. Patrick Le Roux d'avoir bien voulu relire ce texte et de leur avoir fait part de ses remarques.

¹ Sauf mention contraire, toutes les dates citées ensuite sont avant J.-C.

² Polybe, 2, 13, 3-7.

³ La controverse historiographique sur cette question a donné lieu à une bibliographie considérable. Nous nous contentons par conséquent de renvoyer ici à l'état récent de la question, avec rappel de la bibliographie antérieure, proposé par B. Dexter Hoyos, *Unplanned Wars. The origins of the First and Second Punic Wars*, Berlin-New York, 1998, p. 150-173.

⁴ Liv., 21, 2, 7 : « *finis utriusque imperii* ».

⁵ Liv., 34, 13, 4-7.

l'autorité de Carthage étaient encore très loin, à la même date, d'atteindre la rive droite de l'Èbre⁶.

Cette limite fut sans doute choisie, à une époque où les Romains connaissaient encore mal la péninsule, parce que l'embouchure de l'Èbre était le seul accident géographique qui permît d'établir une démarcation incontestable sur le littoral hispanique, entre les Pyrénées et Carthagène. La frontière de l'Èbre n'était sans doute, dans l'esprit du traité de 226, qu'un point d'équilibre théorique entre deux puissances qui, ni l'une ni l'autre, n'avaient de prétentions territoriales sur la partie de l'Espagne que ce fleuve traversait. Dans ces conditions, l'envoi d'une armée par Rome au printemps 218 doit être compris comme la volonté de livrer la guerre sur une frontière qui n'avait jusqu'alors qu'une existence virtuelle, projet que fit finalement échouer le passage d'Hannibal en Gaule, puis en Italie.

Cette conception frontalière du territoire hispanique est une donnée initiale indiscutable, mais il convient de ne pas oublier qu'elle cesse d'être valable dès l'expulsion définitive des armées puniques d'Hispanie par Scipion, en 206. A partir de ce moment, la péninsule Ibérique ne constituait plus le terrain d'une rivalité internationale, mais devenait l'objet d'une aventure expansionniste unilatérale qui, en près de deux siècles, allait conduire Rome à imposer progressivement son autorité sur la plus grande partie des territoires péninsulaires. La question de la frontière se posait dès lors en des termes très différents, puisque cette conquête hispanique n'opposa jamais plus le conquérant romain à une puissance de force équivalente, comme l'avait été Carthage jusqu'à la fin du III^e siècle. La frontière de l'Èbre, telle qu'elle avait été définie en 226, cessait donc d'exister en même temps que la situation qui l'avait rendue un moment nécessaire.

Du reste, c'est la notion même d'une frontière se déplaçant linéairement au gré de la conquête qui doit être remise en question. Cette notion est entretenue, dans de nombreux manuels, par des cartes censées représenter les tracés successifs du front de conquête, et par là même les limites extérieures des provinces hispaniques⁷. La « fiction » que constituent ces représentations simplificatrices (fig. 1) a été plusieurs fois dénoncée, à juste titre, dans des travaux récents⁸. Cela n'empêche pas cependant les mêmes historiens de continuer à analyser la conquête romaine en Hispanie en fonction d'une logique frontalière, comme l'illustre l'ouvrage de Stephen L. Dyson sur la frontière à l'époque républicaine, qui fait une très large place à la péninsule Ibérique⁹. Cet auteur soutient l'idée de l'existence d'une politique frontalière (« *frontier strategy* ») cohérente et suivie : selon lui, tout au long des II^e et I^{er} s., les généraux romains envoyés dans les provinces hispaniques auraient eu pour souci principal de

⁶ Carlos González Wagner, « Los Bárquidas y la conquista de la península ibérica », *Gerión*, 17, 1999, p. 263-294.

⁷ Voir, par exemple, les cartes figurant dans l'ouvrage de référence de José María Blázquez Martínez, et Ángel Montenegro Duque, *Historia de España (R. Menéndez Pidal), II : La España Romana (218 a. C.-414 d. C.)*, t. 1 : *La conquista y la explotación económica*, Madrid, 1982, notamment p. 66 et 114.

⁸ Stephen L. Dyson, « The Roman Frontier in comparative perspective: the view from North America », dans Patrice Brun, Sander van der Leeuw et Charles R. Whittaker (dir.), *Frontières d'Empire. Nature et signification des frontières romaines (Actes de la Table Ronde Internationale de Nemours, 21-23 mai 1992)*, Nemours, 1993, p. 154 : « The neat borders that sometimes appear on maps of Roman Gaul and Spain during the later Republic should probably be treated as convenient fictions (...) ».

⁹ Stephen L. Dyson, *The Creation of the Roman Frontier*, Princeton, 1985, dont les chapitres 5 et 6 (p. 174-236) sont consacrés à la péninsule Ibérique. L'auteur estime (p. 174) que « no place better revealed the problems, ambiguities, and agonies of the Roman frontier experience than the Iberian peninsula ».

stabiliser une frontière extérieure, en cherchant à l'établir à l'endroit le mieux adapté pour assurer le plus efficacement la protection des territoires conquis¹⁰.

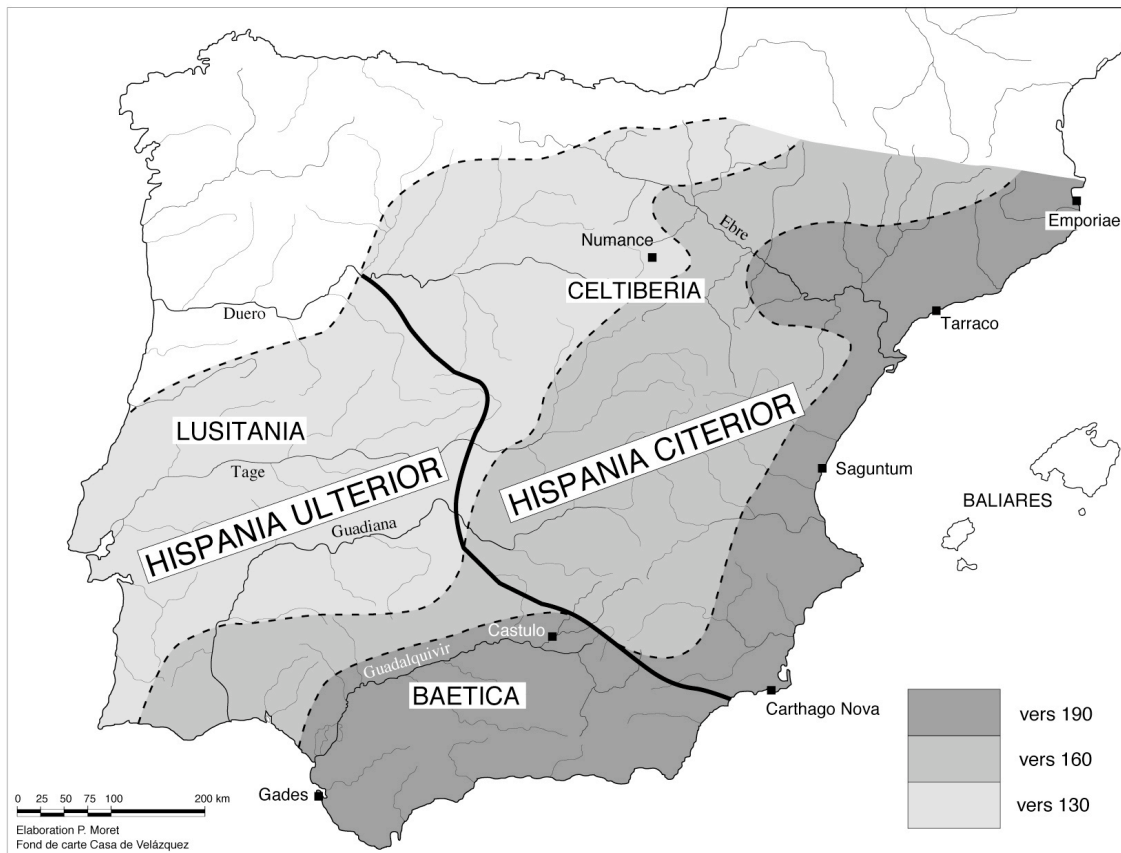


Fig. 1. Territoires contrôlés par Rome à divers moment de la période républicaine, et limite approximative entre les provinces d'Hispanie Citérieure et Ulérieure.

Une telle grille de lecture s'explique en grande partie par la représentation des frontières romaines qui a longtemps dominé dans l'historiographie contemporaine. L'étude des frontières romaines s'est d'abord développée pour le Haut Empire. Elle a donné naissance, au XIX^e siècle, à la théorie du *limes*, barrière défensive fortifiée ceinturant le territoire de l'Empire¹¹. Dans cette optique, la frontière est conçue comme une réponse à un danger extérieur, identifié avec le monde barbare. Cette conviction a culminé avec le livre important d'Edward Luttwak, paru en 1976, qui cherchait à démontrer que l'Empire romain avait établi rationnellement, grâce à une politique uniforme, une « frontière scientifique », comprise comme la recherche permanente d'une ligne optimale des défenses militaires¹². Les conclusions de cet ouvrage ont beaucoup contribué à figer le débat sur les frontières romaines dans le registre sécuritaire et défensif. Indéniablement, le cadre de pensée fourni par l'Etat-nation

¹⁰ Stephen L. Dyson, *The Creation of the Roman Frontier*, Princeton, 1985, notamment p. 190-191 et 194. À ses yeux, les personnages qui incarnent le mieux cette politique de frontière sont Q. Fulvius Flaccus et Tib. Sempronius Gracchus en Citérieure entre 182 et 179.

¹¹ On trouvera un résumé commode de cette théorie classique dans Yann Le Bohec, *L'armée romaine sous le Haut-Empire*, Paris, 1989, p. 159-166.

¹² Edward N. Luttwak, *The Grand Strategy of the Roman Empire, from the First Century AD to the Third*, Baltimore et Londres, 1976 (trad. fr., *La grande stratégie de l'Empire romain*, Paris, 1987).

moderne et le type de frontières que celui-ci implique a pesé lourdement sur l'élaboration d'une telle définition qui fait depuis quelques années l'objet d'une profonde remise en question¹³. Actuellement, sans évacuer totalement la dimension militaire de la frontière, la tendance est d'admettre que celle-ci n'implique ni la mise en place d'un système de défense frontalier rationnel, ni même le souci d'en établir un de la part du pouvoir romain¹⁴. Benjamin Isaac a ainsi montré de façon définitive, pour la périphérie orientale de l'Empire, le contresens que représente, sur le plan méthodologique, le recours trop commode à une perspective exclusivement militaire pour comprendre la nature de la frontière romaine¹⁵.

Pour l'Espagne, paradoxalement, une grande partie de la recherche actuelle sur la période républicaine reste attachée à ce concept désuet de *limes*, alors même qu'on n'y trouve pas une frontière stabilisée, comme en Germanie ou en Orient sous le Haut-Empire, mais une frontière constamment évolutive, ne cessant de se déplacer pendant les deux siècles de la conquête (fig. 1). Le terme de *limes* demeure ainsi employé pour rendre compte d'éventuels systèmes défensifs déployés, de façon plus ou moins éphémère, autour de régions non encore pacifiées : Celtibérie¹⁶, Lusitanie¹⁷, Nord-Ouest¹⁸. Certes, le recours à un tel schéma s'accompagne parfois de précautions nécessaires¹⁹. Il n'en reste pas moins que le principe sécuritaire énoncé dans l'ouvrage de Stephen Dyson, évoqué plus haut, continue à imprégner la plupart des travaux

¹³ John C. Mann, « Power, Force and the Frontiers of the Empire », *JRS*, 69, 1979, p. 175-183 ; Benjamin Isaac, « The meaning of the terms *limes* and *limitanei* », *JRS*, 7, 1988, p. 125-147 ; Charles R. Whittaker, *Les frontières de l'empire romain*, Besançon-Paris, 1989.

¹⁴ Nous renvoyons ici au bilan historiographique critique proposé dernièrement par Jean-Michel Carrié, « 1994 : ouverture des frontières de l'Empire romain ? », dans Aline Rousselle (éd.), *Frontières terrestres, frontières célestes de l'Antiquité*, Perpignan, 1995, p. 31-53.

¹⁵ Benjamin Isaac, *The limits of Empire. The Roman Army in the East*, Oxford, 1990 (rééd. révisée en 1992), p. 427 : « The concept of a military border, whether defensible or not, was irrelevant to the Romans ».

¹⁶ Leonard A. Curchin., « From *Limes* to *Latinitas*: Roman Impact on the Spanish Meseta », dans Christoph Unz (éd.), *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, III, Stuttgart, 1986, pp. 692 : « the *limes* of 133 would remain the boundary of *Hispania Citerior* until the time of Augustus. It secured for Rome the lands of the Celtiberi, Carpetani, Vaccaei, Turmogi, Pelendones and Arevaci » ; Francisco Burillo Mozota, *Los Celtiberos. Etnias y estados*, Barcelone, 1998, p. 236 : « se crea un verdadero *limes romano* en el territorio conquistado del valle del Ebro » ; José Antonio Hernández Vera, « La fundación de Graccurris », dans José Luis Jiménez Salvador et Albert Ribera i Lacomba (coord.), *Valencia y las primeras ciudades romanas de Hispania*, Valence, 2002, p. 179 : « en la margen derecha [de l'Ebre], (...) las campañas anteriores habían permitido desalojar el espacio entre el Ebro y las estribaciones del Sistema Ibérico configurando en « *limes* » estratégico ».

¹⁷ Stephen L. Dyson, *The Creation of the Roman Frontier*, Princeton, 1985, p. 231, considère ainsi la politique de Metellus entre le Guadiana et le Tage lors de la guerre sertorienne comme l'exemple le plus achevé de cette tendance : « I would argue that we have in these settlements and camps of Metellus a type of *protolimes* system that was designed to control the river valley and ultimately access to the coast ». Il conclut que ce « *protolimes* » fut efficace et parvint à empêcher Sertorius de ravager la province : « No more attacks on coastal Lusitania are recorded ».

¹⁸ Ángel Morillo Cerdán, « Los campamentos romanos de la Meseta Norte y el Noroeste: ¿un *limes* sin fronteras? », dans Carmen Fernández Ochoa (éd.), *Los finisterres atlánticos en la antigüedad. Epoca prerromana y romana*, Gijón, 1996, p. 77-83 ; *id.*, « Conquista y estrategia: el ejército romano durante el periodo augusteo y julio-claudio en la región septentrional de la península ibérica », dans Ángel Morillo Cerdán, (coord.), *Arqueología militar romana en Hispania*, Madrid, 2002, p. 67-93, spécialement p. 80. Cet auteur considère que les camps stables établis par Auguste sur le versant nord de la Cordillère cantabrique à partir des années 19-15 av. J.-C. ont fourni le prototype du futur *limes* rhéno-danubien.

¹⁹ Leonard A. Curchin, « Roman Frontier Concepts in the Spanish Interior », dans *Roman Frontier Studies 1995*, 1997, p. 67 : « it was not a frontier line but a frontier zone » ; une position reprise par le même auteur dans *The Romanization of Central Spain. Complexity, Diversity and Change in a provincial Hinterland*, Londres-New York, 2004, notamment p. 41.

consacrés dernièrement à la frontière hispanique à l'époque républicaine²⁰. Au fond, même si l'idée est rarement exprimée ainsi, cela revient à poser implicitement une équivalence discutable : de même que Rome avait pris la précaution en 226 de choisir rationnellement une limite géographique (l'Èbre) pour maintenir Carthage à l'écart de ses intérêts occidentaux, de même elle aurait ensuite constamment cherché, au cours de la conquête de l'Hispanie, à fixer au-delà des zones romanisées un cordon protecteur judicieusement disposé²¹.

En dépit des nouvelles approches historiographiques remettant en cause le caractère défensif des frontières romaines, le maintien d'une telle interprétation tient au fait qu'elle semble *a priori* relever du bon sens : un Etat est « naturellement » censé protéger son territoire sur ses frontières. Or, l'Etat romain n'a jamais admis l'idée de négocier le tracé d'une limite extérieure à son pouvoir souverain (*imperium*), puisque celui-ci se confondait par principe avec la totalité du monde connu, même si, dans la pratique, cette limite existait nécessairement²². Du point de vue de cette revendication d'un Empire perpétuellement illimité, il est évident que la notion d'une frontière extérieure fondée sur une réciprocité de droits entre deux Etats territoriaux perd toute pertinence. Comme le note très justement Pol Troussel : « Rome qui donne aux autres peuples des limites ne peut en avoir pour elle-même »²³. C'est donc sur un autre plan qu'il faut situer la préoccupation du pouvoir romain de doter de limites ses *provinciae*, et plus précisément celui de leur organisation interne.

Il est certain en effet que les Romains n'ignoraient pas le besoin de délimiter avec précision l'espace qui leur était soumis. La création des provinces de Citérieure et d'Ultérieure en 197 est ainsi très clairement présentée par Tite-Live comme une opération de bornage : « et on leur ordonna de délimiter le domaine de la province de Citérieure et d'Ultérieure. »²⁴ Cette tâche apparaît dans le texte comme la seconde des deux missions confiées explicitement par le sénat aux gouverneurs nouvellement nommés, C. Sempronius Tuditanus et M. Helvius²⁵. Très probablement, il faut comprendre, non pas que les préteurs de 197 devaient déterminer exactement les contours des provinces de Citérieure et d'Ultérieure dans leur intégralité, mais plutôt qu'ils devaient se contenter de fixer une ligne de démarcation entre elles, afin de matérialiser leurs zones de compétence respectives grâce à une série de repères²⁶. Ceux-

²⁰ Nicole Dupré, « Front, frontière, frontières dans le nord-est de l'Espagne romaine », *Arqueología Espacial*, 13, 1989, p. 173-187, notamment p. 177-180 ; Leonard A. Curchin, « Roman Frontier Concepts in the Spanish Interior », dans *Roman Frontier Studies 1995*, 1997, p. 67-71.

²¹ L'idée que la conquête fut motivée par le souci des Romains de repousser toujours plus loin vers l'intérieur des terres la zone de contact entre espaces provinciaux et Hispanie « indépendante » est bien illustrée par les raisons données par Stephen L. Dyson, *The Creation of the Roman Frontier*, Princeton, 1985, p. 220-221, pour expliquer l'avancée romaine en pays lusitanien à la fin du II^e s. : « The frontier was too close to the coast, and the native beyond were too uncertain. Control of the river valleys of the west coast, such as the Tagus and the Duero, was needed before a secure balance could be attained ».

²² P. Troussel, « La frontière romaine : concepts et représentations », dans Patrice Brun, Sander van der Leeuw et Charles R. Whittaker (dir.), *Frontières d'Empire. Nature et signification des frontières romaines (Actes de la Table Ronde Internationale de Nemours, 21-23 mai 1992)*, Nemours, 1993, p. 115-120 ; J. Arce, « *Orbis Romanus y Finis Terrae* », dans Carmen Fernández Ochoa (éd.), *Los finisterres atlánticos en la antigüedad. Epoca prerromana y romana*, Gijón, 1996, p. 71-74.

²³ P. Troussel, « La frontière romaine... », p. 120, qui cite à ce propos Ovide, *Fastes*, II, 688.

²⁴ Liv., 32, 28, 11 : « et terminare iussi qua ulterior citeriorve provincia servaretur ».

²⁵ Leur autre consigne est de procéder au licenciement de l'armée présente sur place.

²⁶ Le verbe *servare* employé par Tite-Live suggère effectivement l'idée d'une répartition entre deux ensembles.

ci correspondaient probablement aux territoires des peuples et des cités²⁷, davantage qu'aux éléments du relief²⁸. La somme des frontières locales fournissait ensuite aisément la limite de chaque province (fig. 1), sans qu'il soit besoin de procéder à une longue et difficile procédure de fixation d'une frontière *ex nihilo*²⁹. Nul doute que les gouverneurs pouvaient de la sorte précisément connaître ce qui appartenait ou non à leur *provincia*.

La raison d'être de cette délimitation rigoureuse était administrative et fiscale : il fallait être en mesure de préciser le cadre territorial dans lequel serait prélevée la contribution des diverses cités et dans lequel s'exercerait aussi la juridiction des gouverneurs³⁰. Cette frontière interprovinciale relève donc d'un tout autre registre que la « frontière » de 226 dont elle ne saurait constituer un aménagement postérieur, contrairement à l'hypothèse reprise récemment par Pierre Jacob³¹. Ceci explique

²⁷ Pline dit très clairement qu'à son époque, la frontière interprovinciale était articulée par rapport au territoire de la cité de Carthagène et non par rapport à la ville proprement dite : « *Longitudinem universam eius (Baeticae) prodidit M. Agrippa CCCCLXXV p. latitudinem CCLVIII, sed cum termini Carthaginem usque procederent* » (Pline, *NH*, III, 16). Il n'y a pas lieu de douter que le principe retenu ait été identique en 197, même si les territoires des cités concernées étaient très certainement différents à cette période.

²⁸ Dès l'origine, Carthagène constitua manifestement le principal repère. Dans un passage relatif à l'année 180, soit dix-sept ans après la fixation supposée de la frontière entre *Hispania Citerior* et *Hispania Ulterior*, Tite-Live continue à ne pas associer celle-ci à une ligne, mais à un point : « *Eo referente senatus consultum factum est ut M. Fulvius in Hispaniam relegatur ultra Novam Carthaginem ; litteraeque ei datae sunt a consule ad P. Manlium in Hispaniam ulteriorem deferendae* » (Liv., 40, 41, 10). Nul doute qu'il ne reflète ici le point de vue des autorités de l'époque. Une citation d'Artémidore d'Ephèse, rapportée par le lexicographe Etienne de Byzance, nous confirme qu'il s'agissait bien du repère essentiel au II^e siècle av. J.-C. Cette référence exclusive à Carthagène s'explique en raison de l'importance symbolique et stratégique de la ville, bien mise en évidence par Polybe, tandis que sa localisation côtière traduit le caractère effectif du contrôle romain à l'époque, essentiellement assuré sur le littoral. En se fondant sur ces sources, E. Albertini, *Les divisions administratives de l'Espagne romaine*, Paris, 1923, p. 14, situe la limite de la Citérieure immédiatement au sud de Carthagène et son prolongement entre les sources actuelles du Segura et du Guadalquivir.

²⁹ Pour l'époque augustéenne, Pline définit ainsi la frontière interprovinciale comme une simple répartition des cités entre Ulérieure et Citérieure : sur le littoral, elle séparait ainsi *Urci* de *Murgi* (Pline, *NH*, III, 1, 8), tandis que dans l'intérieur elle laissait *Acci* en Tarraconnaise et *Iliberri* en Bétique (Pline, *NH*, III, 3, 25).

³⁰ Avant d'être un territoire, la province résume essentiellement les rapports juridico-politiques tissés entre Rome et les populations soumises. Sur cette question, voir en dernier lieu les réflexions de Patrick Le Roux, « Les territoires de la péninsule Ibérique aux deux derniers siècles avant notre ère », dans Angel Morillo, François Cadiou et David Hourcade (éd.), *Defensa y territorio en Hispania de los Escipiones a Augusto*, León, 2003, p. 15 : « une province n'était en réalité qu'une formula, une liste de cités et communautés soumises à l'autorité d'un gouverneur dont le mode de désignation déterminait le statut provincial, ce qui mettait moins l'accent sur le territoire que sur le droit, les relations politiques et l'autorité administrative ».

³¹ Pierre Jacob, « La frontière entre Espagne Ulérieure et Citérieure au début du II^e siècle av. J.-C. », *Ktèma*, 15, 1990, p. 253-273 ; selon lui, les deux provinces hispaniques existent comme telles dès 206 et ont pour ligne de séparation, jusqu'en 197, le même fleuve que celui choisi pour limite lors du traité de 226, qu'il identifie pour sa part au Júcar, en reprenant le point de vue défendu autrefois par J. Carcopino. Pour des raisons de rééquilibrage fiscal, la ligne naturelle du fleuve aurait été abandonnée en 197, au profit d'une nouvelle limite définitivement fixée au sud de Carthagène vers 193 et dépourvue désormais de définition géographique. En se fondant sur le vocabulaire employé par les sources, et notamment Tite-Live, il affirme qu'avant cette modification, la province au nord du fleuve était appelée *Hispania Ulterior* et celle au sud du fleuve *Turdetania*. C'est seulement à partir de 193, que l'appellation *Hispania Ulterior* et *Hispania Citerior* se serait imposée. Pour plusieurs raisons qu'il n'est pas possible de détailler ici, sa démonstration n'emporte pas la conviction. L'auteur ne tient pas compte, par exemple, du fait que Tite-Live évoque pour 206, après la prise de Gadès, la conquête de « toute l'Espagne » : « *domitor ille totius*

également pourquoi il n'était pas besoin de délimiter (*terminare*) de la même façon les provinces en dehors de leur frontière commune. La ligne de démarcation interprovinciale n'était en fait rien d'autre qu'une combinaison de frontières de cités et de peuples. De même, les limites extérieures de la Citérieure et de l'Ultérieure, vers l'Ouest et vers le Nord, étaient celles des divers peuples soumis à Rome.

Toutefois, à la différence de la frontière interprovinciale, les limites extérieures distinguaient deux mondes absolument opposés : d'un côté un espace soumis à un système de droits et d'obligations par rapport à Rome, et de l'autre un espace dont les peuples échappaient à ce système. La confusion étant impossible, le pouvoir romain ne ressentait pas la nécessité de tracer cette frontière sur le terrain. Ce qui importait à Rome, c'était de savoir que tel peuple ou telle cité indigène était soumis à son contrôle, et non de connaître où s'arrêtait topographiquement la province. De ce point de vue, la question du territoire était donc secondaire, à cette époque, dans l'esprit des Romains³². Non seulement, la frontière extérieure évoluait en permanence, au gré de la soumission (ou de la révolte) des cités et des peuples hispaniques, mais en outre elle ne présentait, sans doute, aucune cohérence géographique³³.

Il ressort de toutes ces remarques que les provinces hispaniques disposaient bien de limites, mais que celles-ci, administratives et fiscales, n'étaient pas considérées par Rome comme des frontières d'empire et que leur signification militaire était à peu près inexistante. D'ailleurs, les généraux romains envoyés dans la péninsule ne semblent pas en avoir tenu spécialement compte pour mener leurs campagnes³⁴. On considère généralement que les régions sud et ouest de la péninsule constituaient les zones d'activité réservées au gouverneur de l'Ultérieure, tandis que le gouverneur de Citérieure se préoccupait de celles du nord et de l'est. Mais au cours du II^e s., on observe de façon régulière que, dans le cadre de leurs campagnes militaires, les gouverneurs de chacune des provinces intervenaient indifféremment de part et d'autre d'un prolongement théorique de la ligne Carthagène-Castulo³⁵.

Hispaniae exercitus » (Liv., 28, 19, 15). Clairement, l'historien augustéen ne réserve pas systématiquement l'emploi du terme *Hispania* aux seuls territoires au nord du Júcar.

³² Cette idée a été vigoureusement rappelée, à juste titre, par Benjamin Isaac, *The limits of Empire. The Roman Army in the East*, Oxford, 1990 (rééd. révisée en 1992), p. 401 et 417.

³³ Rien n'assure que les peuples qui entraient progressivement dans la *fides* romaine vivaient toujours sur territoire mitoyen de ceux formant déjà la province. Il devait au contraire exister de fortes discontinuités territoriales, si bien que la frontière provinciale n'eut probablement jamais la cohérence géographique qu'on tend à lui restituer abusivement sur nos cartes. Nos sources manquent toutefois de précision pour nous permettre de mettre clairement en évidence ce dernier point.

³⁴ J. S. Richardson, *The Romans in Spain*, Oxford, 1996, p. 54-55.

³⁵ En 194, Sex. Digittus, subissant une série d'attaques, est assisté par P. Scipio Nasica, le gouverneur de l'Ultérieure, qui pénètre loin vers le nord pour traverser l'Ebre (Liv., 35, 1). En 193 et 192, les deux préteurs M. Fulvius Nobilior, en Ultérieure, et C. Flaminius, en Citérieure, combattent ensemble des tribus de l'intérieur au nord de la vallée du Guadalquivir : finalement, chacun finit par combattre dans la province de l'autre, Flaminius contre les Orétans, Nobilior autour de *Toletum* (Liv., 35, 7, 6-8). En 192, Nobilior s'occupe des Orétans et Flaminius s'empare d'une ville dans la vallée du Guadalquivir (Liv., 35, 22, 5-8). L'ignorance apparente des limites est parfois encore plus systématique : en 186 et 185, C. Calpurnius Piso (Ultérieure) et L. Quinctius Crispinus (Citérieure) combinent leurs forces pour combattre dans la région des sources du Guadalquivir puis dans région de *Toletum* (Liv., 39, 20, 3-4 et 39, 30-31). De même, en 180, Tib. Sempronius Gracchus envoyé en Citérieure et L. Postumius Albinus, gouverneur d'Ultérieure, coordonnent leurs campagnes de 179. Albinus se porte au nord du Guadalquivir, à travers le Puerto de las Marismas, jusqu'au territoire des Vaccéens dans la vallée du Duero central, puis contre les Celtibères dans le nord-ouest de la Meseta. Gracchus, pour sa part, pénètre profondément en Celtibérie depuis l'est (Liv., 40, 47-50). Enfin les deux provinces ont parfois été réunies : en 171 notamment, sous l'autorité de L. Canuleius Dives, et en 169-168 où les deux préteurs se retrouvent dans une province temporairement unique.

Ainsi, nous constatons que, malgré une idée reçue, Rome n'a jamais fixé ses frontières en fonction d'une politique stratégique à l'échelle de son empire : ni sous le Haut Empire, ni à plus forte raison sous la République, les provinces d'Espagne n'ont formé le maillon occidental d'une frontière militairement organisée pour tenir à distance les Barbares qui vivaient au-delà.

Ce constat n'exclut pas, de la part de Rome, une nette distinction entre les peuples liés à elle et les autres, distinction que les frontières provinciales contribuaient à exprimer. Sur le plan des représentations, l'opposition est constante dans nos sources – notamment chez Polybe – entre une *Hispania* pacifiée, en voie de civilisation et par conséquent dénommée, et la masse indistincte des peuples barbares encore insoumis, sauvages et inquiétants³⁶. Pour désigner ces peuples barbares, deux noms vont peu à peu s'imposer : *Celtiberi* et *Lusitani* (fig. 2). Des études récentes ont montré qu'à l'origine, l'ethnonyme *Celtiberi* renvoie à deux idées : une hostilité féroce et une localisation longtemps imprécise dans les régions montagneuses du centre de la péninsule³⁷. Le Celtibère, au II^e siècle, c'est l'ennemi que l'on rencontre quand on se risque dans les montagnes au-delà des limites provisoires des provinces.

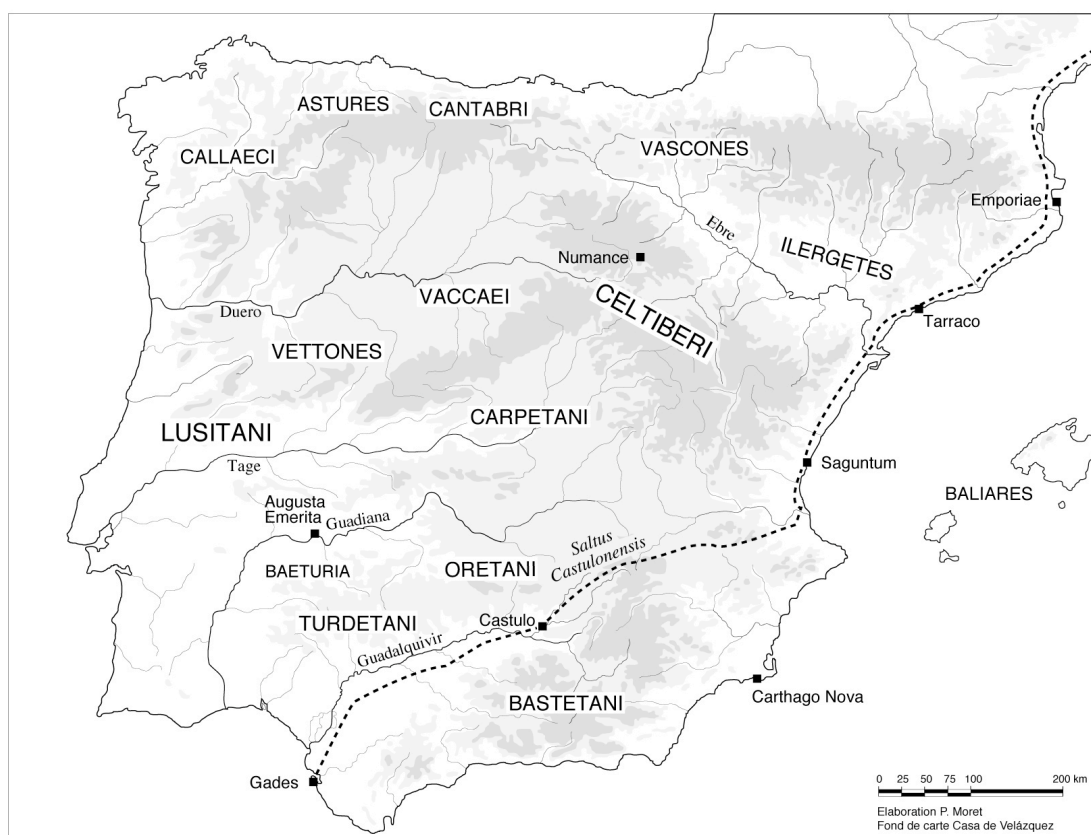


Fig. 2. Les principaux peuples de la péninsule Ibérique selon les sources latines de la période républicaine. En pointillé : tracé approximatif de la voie romaine de Narbonne à Cadix.

³⁶ Polybe, 3, 37, 11, oppose ainsi « la partie qui est tournée vers notre mer, qui est appelée Iberia, et celle qui est tournée vers la mer extérieure ou grande mer, qui n'a pas encore reçu de dénomination commune et qui est habitée par des peuples barbares et peuplés ». Même idée chez Tite-Live (21, 60, 4), qui oppose les *maritimi populi* de la côte orientale aux *ferociores gentes* des régions montagneuses de l'intérieur. On trouve aussi chez Strabon de nombreuses notations similaires.

³⁷ Álvaro Capalvo, *Celtiberia. Un estudio de fuentes literarias antiguas*, Zaragoza, 1996 ; José Maria Gómez Fraile, « Celtiberia en las fuentes grecolatinas », *Polis*, 8, 1996, p. 143-206. Voir aussi Pilar Ciprés, « Celtiberia : la creación geográfica de un espacio provincial », *Ktema*, 18, 1993, p. 259-291.

Que recouvre toutefois réellement cette opposition entre peuples pacifiés et peuples restés barbares, donc menaçants ? Est-ce la formulation d'un risque réel auquel les provinces auraient été confrontées en permanence ? Selon nous, comme nous allons le voir, il s'agit plutôt d'une justification idéologique au processus d'extension perpétuelle de cet empire indéfini³⁸.

2. Peut-on parler d'un risque frontalier dans la péninsule Ibérique ?

Les sources peuvent donner à penser à l'existence d'une pression constante exercée sur les territoires soumis à l'autorité du peuple romain, car elles évoquent de fréquentes incursions à l'intérieur des deux provinces romaines, contre lesquelles les gouverneurs réagissent. Il nous semble cependant que la nature de la menace qu'ont représenté ces razzias mérite toutefois d'être examinée de plus près.

Nous nous limiterons ici au cas des raids lusitaniens en Ulérieure au cours du II^e siècle, parce qu'ils en sont venus à constituer le paradigme du harcèlement indigène contre les provinces romaines³⁹. Tite-Live et Appien en évoquent plusieurs, entre 194 et 151⁴⁰. À chaque fois, le scénario est similaire : une bande armée pénètre sur le territoire d'une cité d'Ultrérieure pour le piller ou le ravager, provoquant une réaction du gouverneur qui met les pillards en fuite et les poursuit ensuite jusque chez eux, au-delà de la province. Il est pourtant frappant que nulle part dans les textes n'apparaisse le reproche d'une violation de la frontière provinciale. Rome n'a pas exercé des représailles contre ces expéditions au motif qu'elles auraient représenté une atteinte à l'intégrité territoriale de la province, mais parce qu'elles constituaient une agression contre un peuple ou une cité envers lesquels les Romains avaient un devoir d'assistance et de protection. Ce dernier formait la contrepartie du fait qu'en passant sous l'hégémonie romaine, ces communautés s'en étaient remises, volontairement ou non, à la discrétion du vainqueur. Or les provinces hispaniques s'identifiaient, comme on l'a vu, au contrôle juridico-politique de Rome sur les peuples péninsulaires. Leur cohésion reposait donc principalement sur la garantie donnée en contrepartie par le pouvoir romain. Ainsi, le problème des raids « lusitaniens » ne doit pas être compris selon une logique d'attaque contre les provinces romaines, mais dans le contexte des rivalités locales et des conflits de voisinages. D'ailleurs, l'existence de ces conflits locaux explique sans doute un certain nombre de ralliements à Rome à partir de 218⁴¹.

Ceci revient à dire que la menace potentielle ne portait pas sur la frontière provinciale elle-même, mais sur les communautés indigènes dont les territoires délimitent, on l'a vu, cette frontière. Plutôt que d'interpréter la formation de la province

³⁸ Sur une telle portée idéologique du discours relatifs aux barbares, voir les remarques suggestives de Richard W. Bane, « The development of Roman Imperial Attitude and the Iberian Wars », *Emerita*, 44, 1976, p. 412-414, et de Margarita Vallejo Girvés, « El recurso de Roma al bandidaje hispano », *Espacio, Tiempo y Forma, H^a Antigua*, 7, 1994, p. 169-170.

³⁹ G. Chic García, « Consideraciones sobre las incursiones lusitanas en Andalucía », *Gades*, 5, 1980, p. 15-25 ; N. Santos Yanguas, « Las incursiones de Lusitanos en Hispania Ulterior durante el siglo II a. n.e. », *Bracara Augusta*, 35, 1981, p. 355-366.

⁴⁰ Liv., 35, 1, 1-3 (pour 194) ; 37, 46, 7-9 (pour 190) et 37, 57, 5-6 (pour 189) ; 39, 21, 1 (pour 187) ; 39, 31 (pour 185) ; App., *Ib.*, 56-57 (pour 153) ; App., *Ib.*, 58 (pour 151).

⁴¹ Ce point de vue a été développé notamment par Francisco Rodríguez Adrados, « Las rivalidades de las tribus del NE. español y la conquista romana », dans *Estudios dedicados a Menéndez Pidal*, I, Madrid, 1950, p. 563-587, et José María Blázquez Martínez, « Las alianzas en la península Ibérica y su repercusión en la progresiva conquista romana », *Revue Internationale des droits de l'Antiquité*, 14, 1967, p. 209-243 (rééd. dans *España romana*, Madrid, 1996, p. 95-117).

comme une source nouvelle de conflit, il faut considérer que l'espace politico-juridique romain s'est superposé à un réseau complexe de relations intercommunautaires, fondamentalement conflictuelles, dont Rome a dû ensuite assumer une partie des conséquences. En ce sens, il nous semble difficile d'interpréter les confrontations militaires mentionnées dans nos sources pour la période de la conquête comme des conflits frontaliers plaçant les Romains en position défensive face à des barbares agressifs. L'enjeu n'est jamais le maintien de la frontière romaine. C'est même plutôt l'inverse. Lorsqu'en 140, contraint et forcé, le proconsul Q. Fabius Servilianus conclut la paix sur un pied d'égalité avec le chef lusitanien Viriathe (« *pax aequis condicionibus* »), il reconnaissait probablement, au nom de Rome, l'hégémonie de celui-ci sur certaines cités d'Ultérieure ainsi que sur la Béturie, c'est-à-dire la région comprise entre le Guadalquivir et le Guadiana (fig. 2)⁴². Mais cet accord ne se faisait pas aux dépens d'une frontière provinciale précédemment fixée : Rome acceptait plutôt d'entériner l'existence d'une aire soumise de fait à l'autorité de Viriathe⁴³. Ce traité, par le fait même de reconnaître une limite de souveraineté, entraînait en contradiction avec la conception romaine d'un pouvoir qui, par principe, était illimité. C'est donc sans surprise que l'on constate, dès l'année suivante, avec les offensives de Servilianus lui-même en 140 puis de Caepio en 139, la volonté des autorités romaines de ne pas tolérer plus longtemps un tel précédent⁴⁴. Dans ces conditions, on peut même se demander en fin de compte qui, des Romains ou bien des peuples limitrophes aux provinces, subissait en réalité la plus grande pression sur ses frontières⁴⁵.

Il n'est guère étonnant par conséquent de ne trouver dans la péninsule Ibérique aucune trace archéologique probante de systèmes de défense provinciaux, de quelque nature que ce soit. Ce n'est pas faute, du reste, d'avoir cherché à en identifier. Pour les raisons déjà évoquées, l'historiographie a tendance à privilégier spontanément l'hypothèse de l'existence de réseaux de postes défensifs, sous la forme de garnisons urbaines, de camps militaires et de fortins⁴⁶. Dans les régions comme la Meseta ou comme l'aire comprise entre Guadiana et Tage, pour lesquelles les sources mentionnent des affrontements réguliers et difficiles, les vestiges retrouvés, pour peu qu'ils présentent une localisation jugée « stratégique » et un reste de fortification, ont tôt fait d'être intégrés à cette grille de lecture⁴⁷. D'une manière générale, le concept d'un réseau

⁴² Liv., *per.*, 54 ; Liv., *ep. Oxyrh.* 185 ; App., *Ib.*, 69 ; Diod., 33, 1.

⁴³ Raquel López Melero, « Viriatus Hispaniae Romulus », *Espacio, Tiempo y Forma, serie II, Historia Antigua*, 1, 1988, p. 257, montre que la reconnaissance d'un tel territoire à Viriathe ne constituait pas un renoncement de la part de Rome.

⁴⁴ App., *Ib.*, 68 et 70.

⁴⁵ Une remarque de Tite-Live pour l'année 183 invite en effet à se poser la question : « *Ultior Hispania eo anno in pace fuit, quia et P. Sempronius proconsul diutino morbo est implicatus, et nullo lacescente peropportune quieverunt Lusitani.* » (39, 61, 2). C'est sans doute de la même façon qu'il faut comprendre le processus de fortification des *oppida* celtibères dont Tite-Live se fait l'écho pour la même année (Liv., 39, 56). En ce sens, on pourra admettre, avec Francisco Burillo Mozota, *Los Celtiberos. Etnias y estados*, Barcelone, 1998, p. 234, l'idée de la naissance d'une société de la frontière, issue du besoin des peuples limitrophes de renforcer leur protection individuelle contre la menace romaine.

⁴⁶ Robert C. Knapp, *Aspects of the Roman Experience in Iberia 206-100 BC*, Valladolid, 1977 ; Maria Amalia Marín Díaz, *Emigración, colonización y municipalización en la Hispania republicana*, Grenade, 1988.

⁴⁷ C'est notamment le cas d'un certain nombre de sites entre Guadiana et Tage, généralement considérés comme faisant partie d'un pseudo-« *protolimes* » métellien destiné à protéger la province d'Ultérieure durant la guerre sertorienne. Nous avons déjà souligné à ce propos l'opinion de Stephen L. Dyson, *The Creation of the Roman Frontier*, Princeton, 1985, p. 231. Mais cet auteur ne fait en réalité que partager un consensus généralisé : Adolf Schulten, *Sertorio*, Barcelone, 1949, p. 87-88 et 91-95 ; José Manuel Roldán Hervás, *Iter ab Emerita Asturicam. El Camino de la Plata*, Salamanque, 1971, p. 171-172 ;

défensif est pourtant à écarter, aussi bien à l'échelle provinciale que régionale ou locale⁴⁸. Dans la majorité des cas, il est fondé sur une impression artificielle, produite par la réunion de données toponymiques et archéologiques trop mal établies, interprétées ensemble en raison d'un présupposé (l'existence d'une politique stratégique sur les frontières) dont nous avons souligné l'aspect discutable au début de cet exposé. La théorie d'un réseau défensif n'est pas la mieux appropriée pour interpréter les éléments présents dans nos sources. Non seulement Rome n'aurait jamais eu les moyens matériels et humains de barricader ses frontières pour empêcher toute agression de l'espace provincial, mais une telle préoccupation était surtout inutile à ses yeux, et par conséquent, elle n'était sans doute même pas envisagée. Pour conserver l'adhésion des peuples soumis, et de cette façon maintenir la cohésion de ses provinces, il suffisait aux autorités romaines d'entreprendre une campagne militaire, c'est-à-dire de réagir militairement en démontrant sa capacité à exercer les représailles jugées nécessaires.

En outre, une logique de repli derrière une ou plusieurs lignes militarisées était d'autant moins désirable et recherchée que les Romains valorisaient au contraire la confrontation avec un monde barbare inconnu et inquiétant comme une source de prestige privilégiée. Il convient ici d'insister sur l'ambiguïté de la notion de risque. Orienter principalement la réflexion vers l'idée de frontières à défendre, c'est privilégier la menace d'invasion, c'est-à-dire une vision exclusivement négative du risque. Or l'absence de politique stratégique défensive planifiée de la part de l'Etat suggère manifestement que les Romains ne pensaient peut-être pas d'abord le risque ainsi, et, en tout cas, que ce n'était pas cette définition du risque qui présidait à leurs conquêtes militaires. En effet, il faut tenir compte du fait qu'il existe aussi une facette positive du risque, celle qui récompense la bravoure, l'audace et le panache. La réussite dans une entreprise risquée apparaissait aux Romains comme la marque même de la faveur des

Miguel Beltrán Lloris, « Problemas de la arqueología cacereña: el campamento romano de Cáceres Viejo (Cáceres). Estudio numismático », *Numisma*, 120-131, 1973-1974, p. 296 ; Robert C. Knapp, *Aspects of the Roman Experience in Iberia 206-100 BC*, Valladolid, 1977, p. 32 ; José Luis Sánchez Abal, « Sertorio, Metello y Castra Caecilia », *Vettonia*, 1, 1983, p. 21-29 ; Juan José Sayas Abengochea, « Estacionamiento de tropas en Lusitania y el campamento de Cáceres: esquema para la comprensión de un problema », dans *Homenaje al Prof. Martín Almagro Basch*, III, Madrid, 1983, p. 242 ; Günter Ulbert, *Cáceres el Viejo, ein spätrepublikanisches Legionslager in Spanish-Extremadura*, Mayence, 1984, p. 197-200 ; José Maria Blázquez et Ramón Corzo, « Luftbilder römischer Lager aus republikanischer Zeit in Spanien », dans Christoph Unz (éd.), *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, III, Stuttgart, 1986, p. 687-688 ; João de Alarcão, *Roman Portugal*, Warminster, 1988, p. 10 ; Philip O. Spann, *Quintus Sertorius and the Legacy of Sulla*, Fayetteville, 1987, p. 67-68 ; Simon Keay, *Roman Spain*, Londres, 1988, p. 43 ; Julio Esteban Ortega et José Luis Sánchez Abal, « Sertorio y Metello en la Lusitania: nuevos planteamientos », dans *II Congreso Internacional el Estrecho de Gibraltar (Ceuta, nov. 1987)*, I : *Prehistoria e Historia de la Antigüedad*, Madrid, 1988, p. 749-755 ; Felix García Morá, « Sertorio frente a Metelo (79-78 a.C.) », dans *II Congreso peninsular de Historia Antiga (Coimbra, 18-20 oct. de 1990)*, Coimbra, 1993, p. 390-398 ; Angel Morillo, « Campamentos romanos en España a través de los textos clásicos », *Espacio, Tiempo y Forma, Hª Antigua*, 6, 1993, p. 389-390 ; Luciano Pérez Vilatela, *Lusitania. Historia y etnología*, Madrid, 2000, p. 178-179. Pourtant, en dépit des apparences, ce dossier est extrêmement mince. Faute de place ici, nous renvoyons, pour une reprise critique de l'ensemble, à François Cadiou, *Les armées romaines dans la péninsule Ibérique de la seconde guerre punique à la bataille de Munda (218-45 av. J.-C.)*, thèse de doctorat, Université de Rennes 2, 2001, p. 274-289 (à paraître).

⁴⁸ Voir à ce sujet François Cadiou, « Garnisons et camps permanents : un réseau défensif des territoires provinciaux dans l'Hispanie républicaine ? », dans Angel Morillo, François Cadiou et David Hourcade (éd.), *Defensa y territorio en Hispania de los Escipiones a Augusto*, León, 2003, p. 81-100.

dieux⁴⁹. De ce point de vue, l'importance accordée à la quête de l'exploit personnel dans l'éthique aristocratique romaine a représenté, on le sait, un moteur essentiel de la guerre et de l'impérialisme romain⁵⁰.

Sans doute ne peut-on réduire à cette seule dimension deux phénomènes aussi complexes. Mais on ne saurait négliger l'attrait réel des dirigeants romains pour les marges dangereuses de l'empire, celles où la victoire sur des peuples inconnus ou réputés belliqueux leur vaudrait la gloire d'un triomphe et la reconnaissance du peuple romain. Certes, tout au long des II^e et I^{er} siècles, les guerres dans l'Orient grec sont celles qui ont apporté aux généraux vainqueurs le prestige le plus grand, à la fois en raison de la renommée de la culture grecque, de la richesse de l'Asie, et du modèle représenté par l'exemple d'Alexandre le Grand. Il est frappant de constater néanmoins que les guerres menées sur la frontière occidentale, et notamment dans l'intérieur de la péninsule Ibérique, ont été moins répulsives qu'on l'affirme souvent. Ainsi, on observe qu'en l'absence de conflit majeurs en Orient, les commandements dans les provinces hispaniques sont parmi les plus convoités⁵¹. Moins fructueux en butin que l'Orient, ces théâtres d'opération donnaient en revanche l'occasion à ces aristocrates d'obtenir la gloire requise par le maintien et le renforcement de leur rang, en raison de la valeur reconnue à certains adversaires (Celtibères, Lusitaniens) et de la dimension exploratoire qu'il était possible d'y donner à certaines campagnes⁵².

Il y a donc là un aspect essentiel de la frontière hispanique, qui associait les territoires situés au-delà de la limite provinciale à une zone d'action des chefs militaires romains, moins en raison de la menace qu'ils auraient représenté pour la sécurité des régions soumises limitrophes, que pour les espaces qu'ils offraient aux ambitions des membres de l'aristocratie, dans la mesure où celles-ci ne pouvaient pleinement se réaliser que par la victoire militaire⁵³. Assurément, le risque de porter la guerre au-delà de la frontière était politiquement payant. A l'inverse, en cas d'échec, les répercussions sur la carrière politique du responsable semblent avoir été souvent sans commune mesure avec ce qu'on connaît pour l'Athènes classique par exemple⁵⁴. Dès lors, on

⁴⁹ C'est d'ailleurs cette conception qui est à l'origine de la théologie de la Victoire des Romains. A ce sujet, voir Gilbert-Charles Picard, *Les trophées romains. Contribution à l'histoire de la religion et de l'art triomphal de Rome*, Paris, 1957.

⁵⁰ William V. Harris, *War and Imperialism in Republican Rome, 327-70 BC*, Oxford, 1979.

⁵¹ John S. Richardson, *Hispaniae. Spain and the Development of Roman Imperialism (218-82 BC)*, Cambridge, 1986, p. 158-159. A partir de 154, l'envoi de consuls y est plus fréquent qu'auparavant, et entre 142 et 133, les gouverneurs de Citérieure et d'Ultérieure furent tous consuls ou anciens consuls. C'est aussi le cas en Citérieure entre 98 et 81.

⁵² Les sources se font ainsi l'écho pour le II^e s. du retentissement de l'expédition de Lucullus sur le haut Duero en 151 (Polybe, III, 37, 11 ; Liv., *Per.*, 48 ; App., *Ib.*, 51-52) et de la poussée de Decimus Iunius Brutus jusqu'au Limia en 138-137, à une époque où ce fleuve était encore identifié au *Lethes* (App., *Ib.*, 72 ; Liv., *Per.*, 55 ; Strab., 3, 3, 4 ; Flor., 1, 33, 12 ; Vell. Pat., 2, 5). Au I^{er} siècle, la partie occidentale de la péninsule fournissait toujours une belle opportunité d'écrire sa propre épopée, comme en témoigne, vers 96-94, le débarquement de P. Licinius Crassus dans des îles présentées comme les mythiques Cassitérides (Strab., 3, 5, 11), ou la campagne de César au bout du monde, jusqu'à *Brigantium*, actuelle La Corogne, en 61 (Dio, 37, 52-53 ; Plut., *Caes.*, 12, 2 ; Appien, *BC*, II, 8, 27-28 ; Suet., *Iul.*, 18, 54).

⁵³ Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'initiative des campagnes menées très loin en avant des territoires provinciaux semble être très souvent revenue aux généraux eux-mêmes, parfois au mépris des instructions données par le Sénat, comme en témoigne le rappel à l'ordre de Lucullus en 151 (App., *Ib.*, 51 ; Liv., *per.*, 48).

⁵⁴ Nathan Rosenstein, *Imperatores Victi: Military Defeat and Aristocratic Competition in the Middle and Late Republic*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, 1990. Cet auteur montre bien que même des généraux sévèrement vaincus pouvaient ensuite poursuivre, parfois brillamment, leur *cursus honorum* : parmi les *victi* connus, des prêteurs ont été élus consuls, des consuls ont obtenu un second consulat ou accédé à la censure. L'exemple le plus célèbre d'une sanction infligée à un général est celle décidée à l'encontre de

comprend que cette logique, propre à la société romaine et au rapport qu'elle entretient avec la guerre et la victoire, ait fortement conditionné le regard posé sur les zones frontières par sa classe dirigeante, aux antipodes de l'obsession défensive que présuppose à tort une large part de l'historiographie moderne. Cette attraction des confins hasardeux implique au fond une nécessité politique du risque. Cela ne signifie pas pour autant que les généraux romains menaient leurs opérations militaires de façon inconsidérée, bien au contraire. Comme ailleurs, et peut-être même plus qu'ailleurs, l'art de la guerre à Rome consistait à minimiser autant que possible les aléas du combat et de la campagne militaire⁵⁵. Si la défaite n'était pas jugée infamante, en revanche le blâme poursuivait les chefs qui la subissaient pour avoir négligé de prendre les précautions tactiques et logistiques nécessaires. Dans la pratique romaine de la frontière, il convient donc de ne pas confondre valorisation du risque et conduite risquée des opérations.

Il paraît donc difficile de parler d'un véritable risque frontalier en ce qui concerne la péninsule Ibérique des II^e et I^{er} siècles. En revanche, il nous semble possible de conclure à ce qu'on pourrait appeler une gestion politique du risque, de la part des gouverneurs romains, sur la frontière. Dans ce contexte, il n'est pas anodin de relever que certains n'hésitaient pas à dramatiser la situation sur la frontière pour obtenir du Sénat les moyens de mener ensuite des campagnes militaires ambitieuses, comme l'atteste un épisode de l'année 193 rapporté par Tite-Live. Cette année-là, le préteur de Citérieure, C. Flaminius, essaya de se voir confier un *supplementum* plus important, après avoir appris la nouvelle d'un revers subi à la fin de l'année 194 par son prédécesseur. Pour parvenir à ses fins, il répandit une rumeur de désastre⁵⁶. En vain cependant, car selon Tite-Live le sénat refusa de se laisser intimider⁵⁷. En 182, le préteur de Citérieure T. Sempronius Gracchus, le père des Gracques, déclara devant le sénat qu'il refuserait de faire campagne s'il ne pouvait disposer sur place de l'armée aguerrie qui s'y trouvait et que son prédécesseur Fulvius Flaccus voulait rapatrier à Rome pour son triomphe : sa menace de maintenir l'armée de recrues qu'on voulait lui confier dans des « *loca pacata* » est une manière de reconnaître combien l'activité militaire dans les provinces était vécue comme une prise de risque calculée⁵⁸. De là à imaginer que nos sources accentuent l'importance et le caractère exceptionnel de certaines figures de la frontière, comme celle du chef lusitanien Viriathe, pour rehausser le prestige des victoires de Rome en soulignant l'âpreté de l'adversaire, il y a un pas

C. Hostilius Mancinus suite à son humiliante défaite contre Numance en 137 (Liv., *per.*, 55 ; App., *Ib.*, 80). Sur ce cas précis, voir Nathan Rosenstein, « *Imperatores victi* : the case of C. Hostilius Mancinus », *Classical Antiquity*, 5, 1986, p. 230-252. Il fait notamment remarquer que Mancinus réclama lui-même d'être livré aux Numantins (Cic., *De Re Publica*, 3, 28 ; *De Off.*, 3, 109) et que, loin de souffrir pour cette raison une disgrâce, il a pu ensuite s'en prévaloir comme d'un titre de gloire, qui soulignait sa *virtus* et sa *pietas* (*Digest.*, 50, 7, 17 ; *De vir. ill.*, 59, 4 ; Plin., *NH*, 34, 18).

⁵⁵ Ce point a bien été mis en valeur par Adrian K. Goldsworthy, *The Roman Army at War, 100 BC-AD 200*, Oxford, 1996, et *id.*, *Les guerres romaines*, Paris, 2001.

⁵⁶ Liv., 35, 2, 1 : « *Nondum ab Roma profectus erat C. Flaminius praetor cum haec in Hispania gerebantur : itaque tam aduersae quam secundae res per ipsum amicosque eius magnis sermonibus celebrabantur* ».

⁵⁷ Liv., 35, 2, 6-7 : « *seniores negare ad rumores a priuatis temere in gratiam magistratuum confictos senatus consulta facienda esse ; nisi quod aut praetores ex prouinciis scriberent aut legati renunciarent nihil ratum haberi debere* ». On apprend d'ailleurs plus loin le fin mot de l'histoire (Liv., 35, 7,) : « *in Hispania nequaquam tantum belli fuit quantum auxerat fama* ».

⁵⁸ Liv., 40, 35, 14 : « *Quae cum ita sint, ego iam hinc praedico, patres conscripti, me exercitu eo qui nunc est, rem publicam administraturum ; si deducat secum Flaccus legiones, loca pacata me ad hibernacula lecturum neque nouum militem ferocissimo hosti obiecturum* ».

qu'on se gardera de franchir⁵⁹. Il est certain toutefois qu'il faut tenir compte d'une forme de propagande politique dont l'historien grec Appien se fait explicitement l'écho à propos du vainqueur de Numance, lorsqu'il écrit, dans son ouvrage sur les guerres ibériques : « *Il la détruisit de sa propre initiative, soit qu'il estimât que c'était l'intérêt de Rome, soit qu'il fût prompt à la colère et acharné contre ses victimes, soit que, comme quelques-uns le croient, il eût pensé que les grandes catastrophes répandent au loin la gloire du vainqueur.* »⁶⁰

3. La frontière à la périphérie des préoccupations du pouvoir : le risque au quotidien

Le principal souci du pouvoir romain est le risque de voir son autorité massivement rejetée à l'intérieur des provinces par les peuples passés sous son contrôle et non celui que pouvaient représenter en théorie les peuples insoumis vivant au-delà de la limite provinciale. Ainsi, l'inquiétude provoquée à Rome en 197 par la menace d'une déstabilisation de la situation provinciale, suite à la mort du gouverneur de Citérieure⁶¹, contraste avec le peu d'empressement manifesté en 193 par les sénateurs pour accéder aux requêtes de Flaminius, motivées par la défaite de son prédécesseur face aux Lusitaniens. Rome intervenait chaque fois que la situation était véritablement susceptible de rendre, aux yeux d'un allié, la défection souhaitable, voire inévitable. Lorsqu'en 195, le roi ilergète Bilistage fit savoir à Caton qu'il pourrait se voir contraint de rejoindre les insurgés, faute de moyens suffisants pour leur résister, le consul alla jusqu'à feindre l'envoi d'une aide immédiate pour parer à ce risque⁶². En revanche, Rome délaissait la frontière tant que les événements qui s'y déroulaient n'étaient pas de nature à provoquer une telle remise en question de la fidélité des populations à son égard⁶³. Or, la plupart du temps, les peuples vivant au-delà de la frontière (y compris les Celtibères et les Lusitaniens) étaient trop morcelés politiquement pour constituer une menace autre que ponctuelle et localisée. Ceci n'exclut pas l'existence d'un risque réel à la périphérie. Mais il ne concernait pas la stabilité des provinces. Il se situait à une autre échelle, qui, en fin de compte, ne concernait pas l'Etat romain.

Plusieurs textes du I^{er} siècle témoignent de la persistance des raids lusitaniens à cette époque⁶⁴. Même après la mort de Viriathe et l'avancée romaine jusqu'au littoral atlantique, les populations de l'Ultérieure se trouvèrent ainsi confrontées pendant une longue période – probablement plus d'un siècle – au risque que constituaient des incursions de bandes armées. Nous ne pouvons pas nous arrêter dans le cadre de ce travail sur les multiples et épineux problèmes que pose ce phénomène. Les historiens ne cessent de débattre – sans être arrivés encore à un consensus, loin s'en faut – sur les

⁵⁹ Quoi qu'il en soit, exalter la qualité de l'adversaire pouvait non seulement être une manière de donner de l'éclat à sa victoire, mais aussi un moyen d'atténuer sa responsabilité dans un échec militaire. C'est sans doute ce que fit Quintus Fulvius Nobilior en 151, si l'on en croit Polybe, 35, 4, 2.

⁶⁰ App., *Ib.*, 98.

⁶¹ Liv., 33, 25.

⁶² Liv., 34, 11-12.

⁶³ L'appréciation de la gravité de la situation était laissée aux magistrats sur place. Ainsi en 188 : « *Per idem tempus tribuni militum duo ex duabus Hispaniis cum literis C. Atinii et L. Manlii qui eas provincias obtinebant uenerunt. Ex iis literis cognitum est Celtiberos Lusitanosque in armis esse et sociorum agros populari. De ea re consultationem integram senatus ad novos magistratus reiecit* » (Liv., 39, 7).

⁶⁴ Antonio García y Bellido, « Bandas y guerrillas en las luchas con Roma », *Hispania*, 5, 1945, p. 599-602, a réuni la plupart des textes qui attestent la permanence de ce péril, au moins jusqu'au milieu du siècle ; on le complètera avec Jürgen Wahl, « Castelo da Lousa. Ein Wehrgehöft caesarisch-augusteischer Zeit », *MDAI(M)*, 26, 1985, p. 170-171.

facteurs socio-économiques qui peuvent expliquer sa persistance, comme sur l'origine géographique et ethnique de ces « brigands »⁶⁵. Ce qui nous intéresse ici, c'est la façon dont, à titre individuel ou dans le cadre de la cité, les habitants des provinces hispaniques appréhendaient ce risque.

Les sources littéraires sont malheureusement très peu disertes sur ce point. On ne peut tirer profit que de deux textes. Le premier est une recommandation de Varron, datée du milieu du I^{er} siècle, qui déconseille formellement toute création d'exploitation agricole dans les régions limitrophes de la Lusitanie (*prope Lusitaniam*), en raison du brigandage pratiqué par ces voisins (*propter latrocinia vicinorum*)⁶⁶. Il apparaît donc que, à cette date encore, la création d'une exploitation agricole sur les confins lusitaniens – c'est-à-dire dans les régions actuelles de l'Estrémadure et de l'Alentejo – était un investissement à haut risque⁶⁷. Ces dangers expliquent d'ailleurs en partie pourquoi il convient de renoncer à l'idée d'une émigration massive d'Italiens dans les régions méridionales de la péninsule Ibérique⁶⁸. Le choix d'émigrer n'allait pas de soi dans les sociétés antiques, et les quelques témoignages des sources relatifs à la présence d'Italiens dans les provinces hispaniques ne doivent pas conduire sur ce plan à des généralisations abusives⁶⁹. Nul doute qu'en dehors des très rares fondations coloniales officielles, l'avantage d'aller s'installer dans ces régions lointaines n'apparaissait pas clairement. Le pouvoir romain n'avait pas vocation à garantir la sécurité personnelle des colons et l'émigration restait une aventure individuelle que bien peu devaient ressentir la nécessité de tenter.

⁶⁵ Ces épisodes ont en effet alimenté dans l'historiographie moderne un débat autour des implications sociales de la frontière. Selon l'hypothèse la plus répandue, la conquête romaine, en aggravant certains des déséquilibres socio-économiques propres aux sociétés hispaniques, aurait contribué à marginaliser une partie des communautés établies de part et d'autre de la frontière, créant ainsi une sorte de « far west » générateur d'insécurité et de déstabilisation de la zone frontalière. Outre Antonio García y Bellido, « Bandas y guerrillas en las luchas con Roma », cité *supra*, voir notamment, dans le même esprit : José Martínez Gázquez, « Los *praedones* de Livio 34, 21, restos de bandas emigrantes en Hispania », *Pyrenae*, 11, 1975, p. 99-107 ; Stephen L. Dyson, « Native Revolt Patterns in the Roman Empire », *ANRW*, II, 3, 1975, p. 148-150 ; Juan José Sayas Abengochea, « El bandolerismo lusitano y la falta de tierras », *Homenaje al Prof. Antonio de Bethencourt y Massieu* dans *Revista de la Facultad de Geografía e Historia*, 4, 1989, p. 701-714 ; Luis A. García Moreno, « *Hispaniae tumultus*: rebelión y violencia indígena en la España romana de época republicana », *Polis*, 1, 1989, p. 81-108 ; Jesús Sánchez Corriendo, « Bandidos lusitanos o pastores transhumantes? », *Hispania Antiqua*, 21, 1997, p. 123-154. Depuis quelques années, ce point de vue a fait l'objet de critiques justifiées, en particulier de la part de Marco V. García Quintela, « Les peuples indigènes et la conquête romaine de l'Hispanie. Essai de critique historiographique », *DHA*, 16, 1990, p. 181-210, et de José María Gómez Fraile, « Mercenariado y bandolerismo en Celtiberia. Dos cuestiones desenfocadas », dans Francisco Burillo Mozota (éd.), *IV Simposio sobre Celtiberos: Economía*, Saragosse, 1999, p. 503-509.

⁶⁶ Varron, *Res Rusticae*, 1, 16, 2 : « *Multos enim agros egregios colere non expedit propter latrocinia vicinorum, ut (...) in Hispania prope Lusitaniam* ».

⁶⁷ Pierre Moret, « Les maisons fortes de la Bétique et de la Lusitanie romaines », *Revue des Etudes Anciennes*, 97 (3-4), 1995, p. 527-564.

⁶⁸ Hypothèse défendue notamment par A. J. N. Wilson, *Emigration from Italy in the Republican Age of Rome*, Manchester, 1966, et régulièrement reprise depuis.

⁶⁹ Peter A. Brunt, *Italian Manpower, 255 BC-AD 14*, Oxford, 1971, p. 160-164 et 233 ; Patrick Le Roux, « L'émigration italique en Citérieure et Lusitanie jusqu'à la mort de Néron », dans Francisco Beltrán Lloris (éd.), *Roma y el nacimiento de la cultura epigráfica en Occidente*, Saragosse, 1995, p. 85-95, et notamment p. 86-89 ; Manuel Villanueva Acuña, « La inmigración y asentamiento romano-italico en Hispania como factor de romanización del campo », dans Pedro Sáez et Salvador Ordóñez (éd.), *Homenaje al Profesor Presedo*, Séville, 1994, p. 774-784 ; Simon Keay, « Romanization and the *Hispaniae* », dans Simon Keay, Nicolas Terrenato et alii, *Comparatives Issues in Romanization*, Leicester, 2000, p. 117-118.

Le second témoignage concerne les villages de la vallée du Guadalquivir, fort loin, donc, de la zone frontalière évoquée par Varron. L'auteur anonyme du *Bellum Hispaniense* nous apprend qu'en 45, des bandes de « barbares » lançaient encore des raids (*excursiones*) jusqu'au cœur de la Bétique, tant et si bien que « toutes les places qui sont éloignées des villes sont protégées par des tours et des murailles »⁷⁰. Cette notation rapide confirme ce que laisse entrevoir l'archéologie : la fortification fut une des réponses apportées au problème du « brigandage » par les communautés provinciales. Force est de constater, en effet, que la conquête romaine n'a pas déclenché un processus de démantèlement général des fortifications indigènes. Un peu partout dans les territoires passés sous l'autorité de Rome, des enceintes sont maintenues en état, d'autres sont réparées, modifiées ou agrandies, d'autres encore sont construites à neuf⁷¹. Contrairement à ce que l'on croit parfois, la fortification ne fut pas l'apanage des communautés urbaines privilégiées (colonies ou municipes) : toutes les agglomérations, même celles des cités pérégrines, purent en bénéficier.

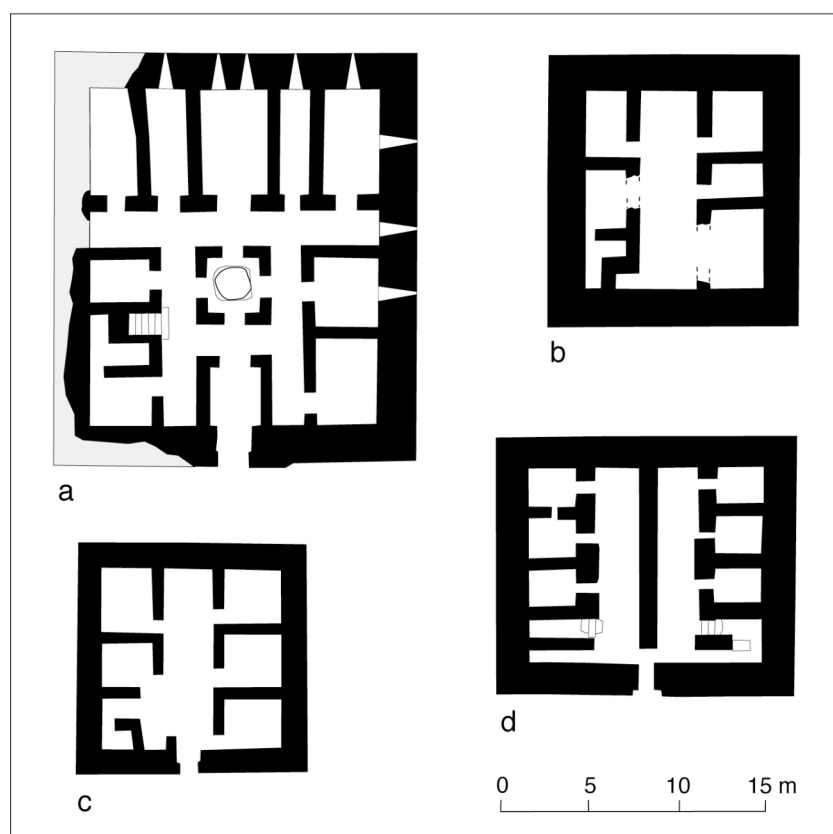


Fig. 3. Plans de maisons fortes de la Lusitanie et de la Bétique romaines. a : Castelo da Lousa (Mourão, Évora) ; b : Castelo do Manuel Galo (Mértola, Alentejo) ; c : Castelinho dos Mouros (Castro Verde, Alentejo) ; d : El Tesorillo (Teba, Grenade).

⁷⁰ *Bell. Hisp.*, 8, 3 : « Hic etiam propter barbarorum crebras excursiones omnia loca quae sunt ab oppidis remota turribus et munitionibus retinentur ». Le terme *loca*, dans cette phrase, désigne des agglomérations secondaires. A ce sujet, voir P. Moret, « Les maisons fortes... », p. 553-555.

⁷¹ Voir les diverses contributions dans Angel Morillo, François Cadiou et David Hourcade (éd.), *Defensa y territorio en Hispania de los Escipiones a Augusto*, León, 2003.

Mais les systèmes de défense traditionnels des communautés indigènes, axés sur la fortification du village ou de l'*oppidum*, ne suffisaient plus à la protection d'une population rurale de plus en plus nombreuse et de plus en plus dispersée. En Bétique et dans le sud de la Lusitanie, le réseau des *oppida* se double ainsi, à partir du début du I^{er} siècle av. J.-C., d'un réseau diffus d'établissements ruraux qui prennent souvent la forme de maisons fortes à plan rectangulaire (fig. 3)⁷². Les murs de ces puissantes bâtisses pouvaient servir de refuge en cas de troubles ou d'incursions de « brigands », et le terroir environnant pouvaient être surveillé du haut de la tour. Dans une période où l'agriculture prenait une tournure intensive qu'elle n'avait encore jamais eue en Hispanie, la maison forte apparaît donc comme la solution la plus efficace, parfaitement adaptée aux circonstances : l'exploitant d'un domaine rural pouvait ainsi résider sur place, tout en assurant sa sécurité.

Mais les maisons fortes ne se rencontrent pas seulement dans des campagnes dont la sécurité n'était pas garantie, soit qu'il s'agît de régions dont la pacification était récente, soit qu'elles fussent situées aux environs de secteurs miniers sensibles, comme la Serena en Extrémadure ou la Sierra Morena au nord de Castulo (fig. 4). Ce type d'établissements ruraux est également répandu au cœur de la Bétique, dans les riches terroirs de la *Campiña* de Cordoue au sud du Guadalquivir, et il s'y maintiendra jusqu'au I^{er} siècle de notre ère. Si la notion de gestion du risque doit légitimement être associée à l'invention et au succès rapide de cette forme d'habitat rural fortifié, elle ne constitue pas une explication suffisante. D'autres facteurs, notamment idéologiques, doivent être envisagés. Il ne fait guère de doute que c'est en tant que symbole de prestige et de pouvoir que la maison-tour et la maison forte se sont maintenues dans les campagnes hispaniques jusqu'aux premières décennies du Haut Empire, alors même que les conditions d'insécurité qui avaient favorisé leur apparition n'existaient plus ou étaient devenues résiduelles.

Ce qui en tout cas nous semble certain, c'est que le semis de tours et de maisons fortes qui s'étend à partir du début du I^{er} siècle av. J.-C. sur plusieurs régions du sud de la Péninsule est le résultat d'une multitude d'initiatives privées, et non celui d'une planification militaire. En effet, indépendamment de toute référence à un quelconque *limes*, improbable comme nous l'avons montré précédemment, on ne trouve pas non plus trace dans la documentation d'une véritable préoccupation de police de la part des autorités provinciales, sauf peut-être dans certaines zones sensibles (comme les mines du Nord-Ouest), et encore à une date assez tardive. Les armées confiées aux gouverneurs leur servaient avant tout à conduire des opérations militaires au-delà de la frontière, lorsque celles-ci étaient jugées nécessaires ou profitables, ce qui était le cas de figure le plus fréquent. Dès lors que cette activité militaire se ralentissait, quelle qu'en fût la raison, il semble que le Sénat n'ait pas nécessairement cherché à maintenir le plein effectif des légions mises à la disposition des gouverneurs. Ceux-ci n'avaient donc probablement pas les moyens d'organiser d'éventuelles tâches de police à l'échelle de la province.

⁷² P. Moret, « Les maisons fortes... », p. 547-552.

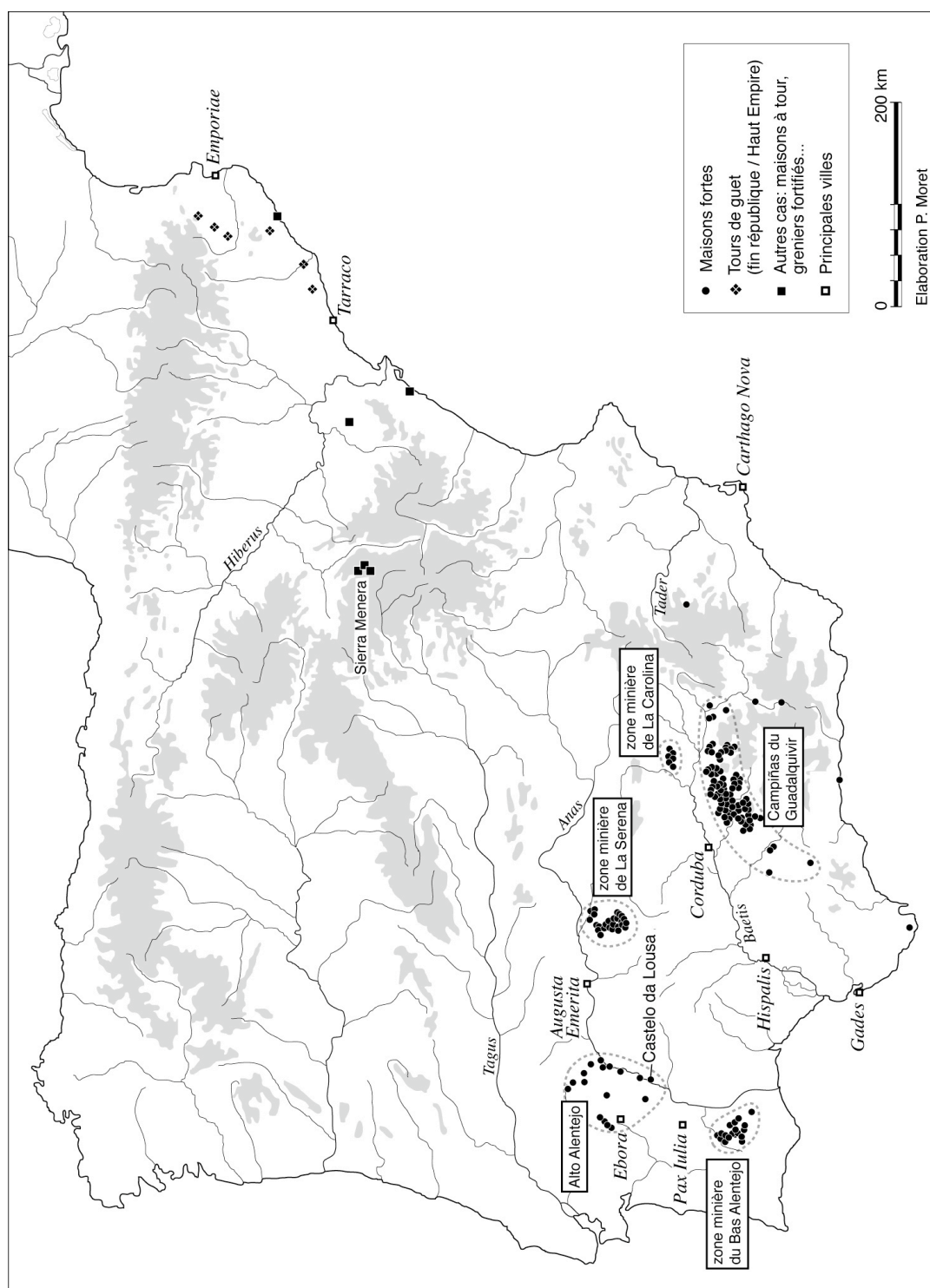


Fig. 4. Répartition des maisons fortes de l'époque républicaine et du Haut Empire dans la péninsule Ibérique.

À cela s'ajoute que la plupart des zones de marges (forêts, montagnes, désert), où pouvait précisément sévir un brigandage endémique, n'étaient délibérément pas contrôlées par le pouvoir romain, si bien qu'en cas de troubles, certains lieux pouvaient même échapper entièrement à l'autorité romaine. L'exemple le plus frappant en est la lettre d'Asinius Pollion apprenant à Cicéron, en mars 43 av. J.-C., que le *saltus Castulonensis* – un passage clé de la voie romaine de Tarragone à Cadix, dans l'est de la Sierra Morena (fig. 2) – est plus que jamais perturbé en raison du brigandage⁷³. Tout en soulignant que l'activité des brigands est redoublée (« *frequentioribus latrociniis infestior* »), ce qui peut s'expliquer en partie par le contexte consécutif aux années de guerre civile, le gouverneur d'Ultime reconnaît néanmoins, comme une évidence, que cette région montagneuse n'est pas non plus ordinairement contrôlée par Rome : « *saltus Castulonensis qui semper tenuit nostros tabellarios* ». Le magistrat romain ne prétend pas du reste dans sa lettre remédier à ce problème, ce qui suggère qu'il en allait de même avant la guerre : au contraire, il se contente de se féliciter de la réouverture de la saison navigable qui va lui permettre de contourner cet inconvénient⁷⁴.

Par principe, Rome ne s'intéressait qu'aux communautés (et donc aux espaces) qui en valaient la peine dans la logique qui était la sienne. Cette logique n'était pas celle d'une pacification intégrale du territoire. Peu importait donc que certaines « frontières » demeurent insécurisées, pourvu que cela n'affectât pas les intérêts supérieurs de l'Etat. Cette situation, étonnante à nos yeux, resta d'ailleurs toujours en vigueur sous l'Empire, où les troupes, bien que désormais constituées en unités permanentes, ne furent jamais employées, dans les provinces, comme une force de police autrement que de façon circonstancielle, c'est-à-dire lorsque les autorités locales n'étaient plus ponctuellement en mesure, contrairement à la norme, d'assurer elles-mêmes la sécurité des biens et des personnes et que cette défaillance risquait de porter atteinte à l'image que le pouvoir impérial souhaitait donner de lui-même⁷⁵.

⁷³ *Ad fam.*, X, 31, 1. Sur ce passage, voir les remarques de Pierre Sillières, « Les sources littéraires et le réseau routier de l'Hispanie méridionale à l'époque républicaine », dans Julián González (éd.), *Estudios sobre Urso. Colonia Iulia Genetiva*, 1989, p. 358-360, complétées, par le même auteur, dans *Les voies de communication de l'Hispanie méridionale*, Paris, 1990, p. 566-567. En revanche, Rafael Contreras de la Paz, « Bandolerismo hispano y guerra civil en el Salto Castulonense en el año 43 anterior a la Era Cristiana (de una carta de Asinio Polión a Cicerón) », *Oretania*, 4, 1960, p. 149-154, n'apporte rien.

⁷⁴ *Ad fam.*, X, 31, 1 : « *Nunc uero nactus occasionem postea quam nauigari coeptum est, cupidissime et quam creberrime potero scribam ad te* ». Soulignons que, dans sa lettre, Asinius Pollion donne l'exemple du brigandage permanent propre au *saltus Castulonensis* dans le cadre d'un balancement rhétorique destiné à en minimiser l'effet dans ses difficultés de communications : « *etsi frequentioribus latrociniis infestior factus est, tamen nequaquam tanta in mora est quanta qui locis omnibus dispositi ab utraque parte scrutantur tabellarios et retinent* ».

⁷⁵ Patrick Le Roux, « Armée et ordre public dans le monde romain à l'époque impériale », dans *Armée et maintien de l'ordre*, Paris, 2002, p. 17-51, notamment p. 42-43. L'auteur rappelle que le pouvoir impérial ne négligeait pas les questions de maintien de l'ordre et les tâches de police, bien au contraire, mais qu'il les envisageait toujours de son propre point de vue. Sur le brigandage endémique dans les provinces comme en Italie sous l'Empire, voir aussi Brent D. Shaw, « Le bandit », dans Andrea Giardina (éd.), *L'homme romain*, Paris, 1992, pp. 371-420.

Conclusion

Pour Rome, la frontière hispanique n'était ni une ligne de défense à établir face aux barbares, ni même une zone à défendre contre une menace d'agression éventuelle. En effet, les provinces de Citérieure et d'Ultérieure ne correspondaient pas à un territoire dont il se serait agi de préserver à tout prix l'intégrité. Il s'agissait plutôt d'un pouvoir, exercé sur des peuples et des communautés, dont la cohérence était essentiellement politique et juridique, avant d'être territoriale. Dans ce système poreux, c'étaient les communautés locales, quel que fût leur statut juridique, ou même les propriétaires de domaines agricoles, qui devaient prendre en main leur propre sécurité. Quand l'autorité provinciale intervenait, ce ne pouvait être qu'en fonction de ce qu'elle jugeait nécessaire à l'échelle qui était la sienne. Mais rien ne nous permet de penser que cet état de fait fût considéré par les habitants de zones dangereuses évoquées par Varron comme un manquement ou une démission du pouvoir romain : ce serait un anachronisme. Aussi étrange que cela puisse nous paraître, Rome bénéficiait de l'adhésion d'une grande partie des élites indigènes de l'Hispanie, convaincues de la toute puissance et de l'universalité de son Empire, alors qu'elle leur abandonnait presque entièrement la charge des risques quotidiens, inhérents à une frontière non militarisée.